

PREFET DU LOIRET

Orléans, le 20 octobre 2015

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement**

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société CIDEME

Commune de GIEN-ARRABLOY

**Proposition de prescriptions techniques complétant
les dispositions relatives à l'incinération de RBA**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

PJ1 – Projet de prescriptions techniques complémentaires modifiant l'arrêté du 23 février 2015 relatif à l'incinération de résidus de broyage automobile

I – Présentation de l'établissement

La société CIDEME exploite sur le territoire de la commune de GIEN-ARRABLOY une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI). Cette société appartient au groupe TIRU (Traitement Industriel des Résidus Urbains), groupe spécialisé dans la valorisation énergétique des déchets.

Elle dispose pour ce faire des installations suivantes :

- une zone de réception des déchets constituée d'un pont bascule et d'un portique de radioactivité,
- une fosse d'entreposage des déchets bruts d'un volume de 1 600 m³ ;
- une chaîne de préparation des déchets dans laquelle sont notamment réalisées les opérations de déferailage, de broyage et de criblage des déchets ;
- une fosse d'entreposage des déchets broyés d'un volume de 900 m³ ;
- une unité d'incinération avec récupération d'énergie constituée de 2 fours à lit de sable fluidisé d'une capacité unitaire de 5 tonnes/heure à PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) de 10 040 kJ/kg ;
- deux plate-formes de superficies respectives de 3 100 m² et 3 990 m² permettant la maturation des mâchefers produits par les installations.

Le site est également équipé d'une filière de traitement des DASRI par incinération (ligne d'injection spécifique des déchets).

L'énergie thermique produite lors de l'incinération des déchets est valorisée sous forme d'énergie électrique par production de vapeur alimentant un turboalternateur de 5 500 kW électrique.

Les activités exercées par la société CIDEME sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2015 autorisant la société à poursuivre l'exploitation de l'unité

d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risques infectieux de GIEN-ARRABLOY (mise à jour administrative des activités et actualisation des prescriptions).

L'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015 vise une capacité maximale d'incinération n'excédant pas 78 000 tonnes/an.

Sur les déchets admissibles au sein des installations, les quantités pour certaines catégories sont limitées pour :

- les DASRI : 7 000 tonnes/an ;
- les ordures ménagères 5 000 tonnes/an lié aux arrêtés techniques ou fortuits des centres de traitement dans les départements limitrophes du Loiret (tonnage inclus dans les 78 000 tonnes/an);
- les boues de station d'épuration : 1 000 tonnes/an (exprimées en matières sèches).

II – Autorisation d'incinérer des résidus de broyage automobile (RBA)

Par arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2015 (et du courrier préfectoral du 16 juillet 2015), l'exploitant a été autorisé à incinérer de manière temporaire (3 ans à compter de la notification), des résidus de broyage automobile (RBA) et ce, pour au maximum 12 000 tonnes par an en considérant que :

- le planning de surveillance renforcé des rejets atmosphériques pour les lignes en service (pour les métaux et le SO₂) soit respecté ;
- le tonnage mensuel de RBA incinéré est plafonné à 2 000 tonnes et en cas de dépassements des 1 500 tonnes/mois, des analyses complémentaires sur les métaux et dioxyde de soufre devront être réalisées sur les lignes en service.

L'arrêté préfectoral susmentionné impose également à l'exploitant de :

- formaliser un certificat d'acceptation préalable conforme à la réglementation en vigueur avec le producteur de ces RBA ;
- réaliser un contrôle visuel à chaque admission de RBA au sein de l'usine pour garantir que ces derniers ne sont pas souillés par des produits ou substances dangereuses, ce contrôle permettant entre autre d'attester l'assimilation des RBA à des DIB. Une traçabilité de ces opérations devra être mise en place par l'exploitant ;
- réaliser en plus de la mesure en continu, des analyses trimestrielles par un organisme extérieur compétent du paramètre SO₂ en sortie de cheminée sur les lignes en service lors des périodes de forts apports (contre deux analyses imposées à ce jour par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015) ;
- établir un retour d'expérience sur l'impact lié à l'incinération des RBA quant aux variations des teneurs observées sur les REFIOM pour les paramètres Pb, Ba, Cu et SO₄²⁻ et, également à généraliser pour les autres sous produits d'incinération (scories et mâchefers) ;
- réaliser les opérations de renforcement de suivi telles que proposées dans son courrier du 4 septembre 2014 (réalisation d'analyses mensuelles des métaux en sortie de cheminées par un organisme accrédité, réalisation la première année d'une campagne supplémentaire du suivi des retombées atmosphériques dans l'environnement, réalisation d'analyses périodiques sur des lots représentatifs de la production mensuelle des RBA pour chacun des producteurs...) ;
- effectuer l'ensemble des actions précitées pendant les trois années consécutives pour lesquelles il sollicite l'autorisation d'incinérer 12 000 tonnes / an de RBA en son usine contre une année proposée initialement par ce dernier.

III – Modifications sollicitées et/ou à apporter à l'autorisation préfectorale du 23 février 2015 relatif à l'incinération des résidus de broyage automobile (RBA)

A l'occasion d'une visite d'inspection sur site en date du 2 octobre 2015, l'inspection a examiné l'application par l'exploitant, des dispositions découlant de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2015.

Dans ce cadre, il a été constaté un certain nombre de lacunes dans le suivi des dispositions de cet arrêté et qu'une modification de cet arrêté devait intervenir en vue que l'exploitant produise des rapports périodiques à l'administration concernant le suivi de l'incinération des RBA au sein de l'usine de GIEN-ARRABLOY.

De plus, lors de ce contrôle, l'exploitant a fait part à l'inspection de son souhait d'avoir la possibilité de transiter sur site des RBA en cas d'arrêts fortuits au sein de son usine.-

Ainsi par courrier en date du 3 octobre 2015, l'exploitant a formulé auprès de Monsieur le préfet, une demande de modification de son arrêté préfectoral sollicitant « l'autorisation de transiter de manière épisodique sur site, des RBA en cas d'arrêts fortuits susceptibles de survenir au sein de l'usine. »

Après analyse de la demande de l'exploitant, l'inspection note que :

- les entreposages de RBA sur site permettront le cas échéant un apport en matière à fort pouvoir calorifique pour redémarrer une ligne d'incinération suite à un arrêt non prévu et ce, en complément des arrivages d'OM par camions. De plus, en cas d'arrêt prolongé des lignes d'incinération, l'exploitant orientera les RBA en filière de traitement dûment autorisée à cet effet pour respecter le seuil fixé à 999 m³ ;
- les entreposages temporaires de RBA sont sollicités au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose de la possibilité d'entreposer jusqu'à 999 m³ d'ordures ménagères en balles sur site au titre de cette rubrique et de fait, sous le régime déclaratif ;
- l'exploitant souhaite rester sous le régime déclaratif au titre de la rubrique 2716 en considérant une capacité maximale d'entreposage de 999 m³ englobant les ordures ménagères filmées et les RBA.

De ce qui précède, il y a lieu de considérer que la demande sollicitée par l'exploitant est notable mais non substantielle au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

Ainsi, le projet de prescriptions techniques joint reprend le tableau de classement applicable à l'établissement (adjonction de la possibilité d'entreposage de RBA sous la rubrique 2716).

Par ailleurs, le projet de prescriptions techniques joint propose également :

- de soustraire les capacités mensuelles de RBA incinérés au profit d'une capacité maximale annuelle et d'un plafond mensuel de 2 000 tonnes à ne pas dépasser (seuil au-delà duquel des dysfonctionnements techniques non souhaités tant sur la combustion que sur le traitement des fumées, pourraient être observés) ;
- d'imposer de compléter les informations devant figurer sur les certificats d'acceptation préalable établis pour chacun des producteurs de RBA par leur numéro d'agrément préfectoral (ainsi que leur durée de validité) leur octroyant l'autorisation d'exercer l'activité de Centre et/ou Broyeur de véhicules hors d'usage (VHU) ;
- d'imposer le planning de renforcement de la surveillance des rejets atmosphériques tel qu'acté par le courrier préfectoral du 16 juillet 2015 ;
- d'imposer que les analyses mensuelles réalisées sur les RBA soient réalisées en début de chaque mois afin que l'exploitant ait les résultats associés pour statuer sur l'admissibilité au sein de l'usine ;
- d'imposer à l'exploitant la transmission périodique de l'ensemble des résultats des analyses réalisées en application de l'arrêté du 23 février 2015 et des interprétations en découlant. Ces transmissions devront s'opérer dans les bilans mensuels d'activité qu'il transmet à l'inspection et in fine, dans ses rapports annuels d'activité ;

- d'imposer à l'exploitant à l'issue de la période d'autorisation d'incinérer des RBA, de transmettre à l'inspection un bilan complet du retour d'expérience de la période temporaire d'incinération des RBA. Ce bilan devra comporter des éléments critiques et commentés des différentes investigations menées en application des dispositions de l'arrêté préfectoral.

La décision de la poursuite ou de l'arrêt définitif de l'incinération de RBA sera soumise à l'approbation du Préfet sur la base des éléments techniques du dossier à produire à l'issue de la période d'autorisation et de la proposition de programme de surveillance à maintenir. _

IV – Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, de modifier et de compléter selon les termes du présent rapport, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 février 2015 relatif à l'incinération temporaire des refus de broyage automobile.

Ainsi, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe du présent rapport et doivent être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R 512-31 précité.

L'inspecteur de l'environnement en
charge des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du LOIRET

Pour le Directeur,

Signé